

Réflexions sur l'idée d'émergence appliquée à l'institution de la monnaie

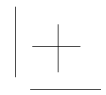
André Orléan – 140707

Exposé pour le Colloque :
« De l'auto-organisation au temps du projet
(Autour de Jean-Pierre Dupuy) »

Cerisy : du 11 juillet 2007 au 18 juillet 2007

Je prends aujourd'hui quelques risques dans la mesure où je vais faire quelque chose qu'il ne faut pas faire : changer à la dernière minute l'objet de ma conférence. Ce qui malheureusement n'a pas été sans désagrément pour moi puisque cela m'a obligé à manquer les exposés d'hier après-midi et j'en suis désolé. Mais, après la séance d'hier matin, la tentation était pour moi trop grande de revenir sur la question de l'émergence et de l'autotranscendance en prenant l'exemple de la monnaie. Je voudrais aujourd'hui vous en proposer un modèle qui a été conçu originellement comme un modèle d'émergence mais dont le statut me paraît aujourd'hui beaucoup plus ambigu. C'est cette ambiguïté qui me paraît intéressante pour notre débat et que je soumetts à la discussion collective. Il est ambigu car, d'une part, vous y verrez un mouvement collectif à la manière des dynamiques de foule qu'étudie Jean-Pierre quand il pense l'auto-transcendance, par exemple dans son livre *La panique*, mais également le fait que ce vers quoi ce mouvement collectif converge, à savoir la monnaie, échappe partiellement au mouvement et lui préexiste,





selon une logique qui ne me paraît pas éloigné de ce que nous a dit hier matin Vincent Descombes.

Cependant, pour ce faire, dans un premier temps, il me faut dire quelques mots de l'approche institutionnaliste de la monnaie au sein de laquelle se situe mon approche. Dans un second temps, je présenterai le modèle. Et, dans un troisième temps, de façon à ne pas rester trop abstrait et bien me faire comprendre, j'évoquerai deux épisodes historiques de ce qu'on appelle « les miracles monétaires » au cours desquels la dimension collective d'adhésion est très présente. J'espère ne pas être trop long, ni trop technique.

Introduction à l'approche institutionnaliste de la monnaie

Que faut-il comprendre lorsqu'on dit que la monnaie est une institution ? Il faut comprendre que la monnaie n'est pas une marchandise ou un instrument facilitant les échanges, comme le défendent de nombreuses théories concurrentes, mais qu'elle est le lien qui met en relation les producteurs les uns avec les autres et qui, par ce fait même, rend les échanges possibles. Autrement dit, au regard de cette perspective d'analyse, la monnaie constitue le rapport premier, celui qu'on trouve au fondement de l'ordre marchand. Sans elle, sans monnaie, pas d'économie marchande. On ne peut qu'insister sur l'originalité de cette thèse institutionnaliste. D'ordinaire, en économie, la monnaie vient en second. Ce qui vient en premier est la définition du principe de valeur. C'est ce dernier qui traditionnellement constitue l'objet privilégié de l'analyse.





En effet, c'est lui qui fournit la réponse à toutes les questions fondamentales de l'économie : pourquoi les marchandises sont commensurables et selon quel rapport elles s'échangent. Dans un tel cadre, la monnaie ne joue plus qu'un rôle parfaitement secondaire : rendre plus aisées les échanges. (D'ailleurs, au sein de cette perspective, l'équilibre monétaire coexiste à côté d'équilibres sans monnaie). Pour désigner une telle conception, je parle d'une approche instrumentale de la monnaie : la monnaie pensée comme l'instrument facilitant les échanges. Marx nous en fournit une intéressante illustration.

Pour ce faire, considérons le chapitre premier du *Capital* au moment où Marx commente Aristote s'interrogeant sur le sens de l'égalité « 5 lits = 1 maison » (59) et écrivant à propos de cette situation : « l'échange ne peut avoir lieu sans l'égalité, ni l'égalité sans la commensurabilité ». Dans son commentaire, Marx souligne le « génie » d'Aristote parce qu'il a su comprendre que l'échange monétaire reposait sur un rapport d'égalité. Cependant, poursuit Marx, confronté au défi de rendre intelligible cette égalité, Aristote hésite car, à ses yeux, « il est impossible en vérité que des choses si dissemblables soient commensurables entre elles ». Et Aristote finit par conclure que : « l'affirmation de l'égalité ne peut être que contraire à la nature des choses ; on y a seulement recours pour le besoin pratique ». Autrement dit, l'égalité marchande serait d'une nature purement conventionnelle. Tel n'est pas du tout le point de vue de Marx. Pour Marx, il y a bien quelque chose que ces deux marchandises ont en commun, une substance réelle qui fonde leur





commensurabilité, à savoir le travail humain¹¹ : l'échange se fait au prorata du « temps de travail socialement nécessaire » à leur production. Pour Marx, si Aristote se montre incapable de percer le mystère de l'égalité des marchandises, c'est parce qu'il vit en un temps où les rapports esclavagistes masquent l'égalité des forces de travail humaines. Dans la théorisation marxiste, la monnaie ne vient qu'en un second temps pour exprimer les rapports de valeur.

Notre propre conception s'oppose à l'hypothèse de Valeur qu'elle soit marxiste ou néoclassique pour suivre Aristote. À nos yeux, il n'y a nulle substance objective derrière l'échange des biens mais seulement la convention monétaire. C'est le rapport à la monnaie et lui seul qui homogénéise les biens. L'homogénéité ne lui préexiste pas. Il s'ensuit une construction théorique de l'ordre marchand très éloignée de celle proposée par les théories de la Valeur, quelle que soit par ailleurs la définition qu'on en donne. Au lieu de voir dans la monnaie, une forme neutre permettant l'expression indirecte d'une Valeur qui lui préexisterait, il faut *a contrario* considérer que monnaie et valeur constituent une seule et même réalité. Les deux faces d'une même pièce. La valeur est tout entière du côté de la monnaie et d'elle seule. Elle n'existe que dans la monnaie. En conséquence, dans notre perspective, dire que les marchandises valent quelque chose équivaut à dire qu'elles permettent d'obtenir de la monnaie dans

¹ « Valeur, égalité, justice, politique de Marx à Aristote et d'Aristote à nous », dans Castoriadis (1978) aux pages 249-316. Castoriadis Cornelius, *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, coll. "Esprit", 1978.





l'échange. Il ne s'agit donc plus de voir dans le prix monétaire un voile conventionnel qui demanderait à être écarté pour accéder à cette grandeur cachée qu'est la valeur objective des marchandises, comme le font les théories de la valeur. Dans notre approche, tout au contraire, le prix est la réalité première au sens où la marchandise vaut exactement son prix, c'est-à-dire la quantité de monnaie à laquelle elle donne accès dans l'échange marchand.

Pour le dire autrement, l'approche institutionnaliste pose la dépendance universelle de tous les acteurs marchands à l'égard de la monnaie comme le fait théoriquement essentiel, celui qui demande à être compris. Ce qu'il faut comprendre, c'est le désir unanime et illimité de monnaie de la part des sociétaires. Il s'ensuit une démarche très différente de celle usuellement suivie par la théorie économique : *notre conception a pour signe distinctif de chercher à saisir la réalité de la monnaie, non pas dans la classique énumération de ses fonctions, comme il est fait traditionnellement dans l'approche instrumentale (unité de compte, moyen de circulation et moyen de réserve), mais dans sa capacité à recueillir l'assentiment généralisé du groupe social et à l'exprimer de manière objectivée.* L'accent mis sur cette capacité de la monnaie à faire unanimité et, ce faisant, à construire la communauté marchande en lui procurant son unité et son identité, se révèle dans des formules comme « la monnaie, expression de la société comme totalité » (Aglietta *et alii*, 1998, 10) ou encore « la monnaie, opérateur de totalisation » (Orléan, 2002) que nous avons utilisées dans *La monnaie souveraine* pour spécifier notre approche.

Notons que cette conception institutionnaliste, si elle est tout à fait minoritaire en économie, a trouvé dans les





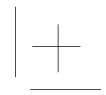
sciences sociales d'illustres défenseurs. Je pense en particulier à Mauss, Simiand ou Simmel. À titre d'exemple, considérons la courte communication de Marcel Mauss intitulée « Les origines de la notion de monnaie » (1914) qu'on trouve dans le tome Deux de ses *Œuvres* aux Éditions de Minuit (1974). Elle illustre parfaitement nos thèses et me permettra d'être moins théoricien.

Dans ce texte bref, Mauss appréhende les origines de la monnaie à partir de ce qu'on peut appeler le « modèle du talisman ». Son idée directrice est que la capacité d'acquérir des biens trouve son origine dans le pouvoir d'attraction propre au talisman : le très grand nombre d'individus qui convoitent ardemment le talisman pour ses propriétés intrinsèques sont prêts à se séparer de leurs diverses possessions aux seules fins de l'acquérir. Ce serait là l'origine des qualités monétaires. Le pouvoir d'acheter est pensée, dans ce modèle, comme une forme dérivée de la capacité de séduction du talisman. Mauss écrit :

« La monnaie – quelle que soit la définition qu'on adopte – c'est une valeur étalon [...] qui est permanente, qui peut être l'objet de transactions et d'usages sans être détériorée, mais qui peut être le moyen de se procurer d'autres valeurs fungibles, transitoires, des jouissances, des prestations. Or le talisman et sa possession ont [...], sans doute dès les sociétés les plus primitives, joué ce rôle d'objets également convoités par tous, dont la possession conférait à leur détenteur un pouvoir qui devient aisément un pouvoir d'achat » (110-111).

Ou encore :





« Le pouvoir d'achat de la monnaie primitive c'est avant tout, selon nous, le prestige que le talisman confère à celui qui le possède et qui s'en sert pour commander aux autres ».

Pour comprendre le pouvoir d'acheter, il faut donc comprendre, nous dit Mauss, la vénération collective qui entoure certains biens. On retrouve ici notre problématique. Soulignons que le modèle du talisman converge avec les réflexions de nombreux anthropologues qui ont mis l'accent sur le fait que la monnaie primitive est essentiellement un moyen de paiement pour s'acquitter d'obligations non commerciales comme le paiement du tribut, le prix de la fiancée ou le *wergeld*. Dans ces analyses, la monnaie primitive apparaît, non pas comme instrument des échanges, mais comme l'expression légitime de la valeur sociale, ce que Mauss appelle « **la valeur étalon** », c'est-à-dire comme ce qui fait autorité auprès du groupe. Mauss note que cette analyse vaut pour tout ce qui est peut-être qualifié de précieux ou de richesse :

« N'y a-t-il pas nécessité, dès lors que la notion de richesse intervient, sous une forme si vague que ce soit, que la richesse du chef et du magicien réside avant tout dans les emblèmes qui incarnent leurs pouvoirs magiques, leur autorité en un mot, ou qui symbolisent la force du clan ? » (111).

Se trouve ici clairement circonscrit le cœur du problème monétaire : l'incarnation de ce que valoir veut dire procède de la dévotion du clan pour un objet ou un signe. Tel est le mystère du pouvoir d'achat. Ce qui change avec



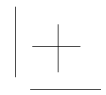


la monnaie moderne est la nature de la dévotion qui cesse d'appartenir au registre magico-religieux. On parle désormais d'une confiance collective. Le modèle qui suit se propose de penser la nécessité de la monnaie pour une économie marchande.

Un modèle institutionnaliste d'émergence de la monnaie

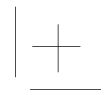
Une économie marchande est une économie dans laquelle la production est laissée aux mains d'une multitude de producteurs-échangistes autonomes, prenant leurs décisions de manière parfaitement indépendante. Dès lors qu'on considère une division sociale du travail un tant soit peu développée, il vient que chaque producteur-échangiste dépend d'un très grand nombre d'autres producteurs-échangistes, d'abord, du côté de la production, pour l'obtention de tous les inputs qui lui sont nécessaires, mais également du côté de la vente de ses produits parce qu'elle met en jeu une multitude de consommateurs finaux. Qui plus est, l'identité de ce très grand nombre d'individus varie fréquemment en fonction de l'évolution des techniques de production comme de celle des préférences des consommateurs. Autrement dit, dans une société marchande développée, chacun dépend potentiellement de tous. Comment organiser une telle « interdépendance fluctuante » ? À l'évidence, le troc n'est pas une solution plausible. On ne voit pas un producteur de voitures entrer dans une série quasi infinie de trocs bilatéraux avec tous ses clients pour écouler sa production. En échange de quoi d'ailleurs ? Cela n'a tout





simplement aucun sens. Quel est alors le principe structurant des économies marchandes ? La valeur abstraite. La production marchande est une production orientée vers la valeur abstraite, une production dont le but est l'appropriation de cette valeur et rien d'autre. C'est-à-dire un droit indifférencié sur la totalité. Sans cette idée de valeur présente *ex ante* dans l'esprit des producteurs, il n'y aurait simplement pas d'offre de marchandises, ni production de masse. Il ne s'agit pas ici de proposer une nouvelle théorie de la Valeur indiquant combien telle marchandise vaut mais de souligner que la production marchande ne peut prendre place que dans une société où le fait de valoir, c'est-à-dire de valoir pour le plus grand nombre, a une existence sociale reconnue. La valeur est, dans une économie marchande, au fondement du rapport à autrui, ce à travers quoi le monde marchand s'impose aux individus. Je dirai que c'est là la définition même de ce qu'est le rapport marchand : un rapport à autrui médié par la valeur. Pour chaque sujet marchand, il s'agit d'estimer la quantité de valeur qu'il pourra s'approprier via la vente de sa production et celle qui lui a été nécessaire pour mener à bien cette production. C'est ainsi que se construit la relation de l'individu marchand à son environnement. Par le biais du calcul de valeur, il sait exactement ce qu'il peut attendre des autres. Aussi, dans l'univers marchand, est-ce sous une forme strictement arithmétique, celle du compte, que s'expriment les droits et les devoirs de chacun à l'égard de tous. C'est la loi du nombre qui domine. Cependant, pour que ces calculs puissent être menés à bien, encore faut-il qu'au préalable ait été fixée par le groupe la forme de la valeur. Telle est la question marchande par excellence. Il faut avoir déterminé

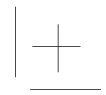




dans quelle unité elle se calcule. Ne pas être capable de calculer la valeur de manière adéquate, c'est courir le risque de voir ses droits annulés ou amputés avec comme conséquence possible l'exclusion de l'individu. Dans la situation marchande ordinaire, aucune ambiguïté n'existe quant à la détermination de la valeur parce qu'elle fait l'objet d'un accord unanime de tout le groupe. Cette définition universellement admise, c'est ce qu'on appelle la monnaie. Chacun reconnaît un certain signe, la monnaie, comme étant l'expression socialement légitimée de la valeur abstraite.

Comment penser cette institution ? Comment penser la nécessité de la monnaie ? La monnaie est-elle la seule forme d'organisation de la valeur ? Pour ce faire je propose l'expérience de pensée suivante : considérer cette même économie marchande de laquelle on aurait retranché la monnaie dans le but de mettre à jour les forces sociales qui se conjuguent ou non pour produire la monnaie. Autrement dit comment, à partir de cette économie sans monnaie, apparaît une monnaie. Tel est le modèle que je vais sous proposer. Il ne s'agit en rien d'une genèse historique de la monnaie, à savoir penser l'apparition de la monnaie au sein de sociétés qui en seraient dépourvues. Il s'agit d'une expérience de pensée, d'une abstraction, qu'on peut comparer à ce que font les physiciens et les mathématiciens quand pour prouver qu'un corps doit avoir telle forme déterminée, ils imaginent une déformation virtuelle, hypothétique, et montrent que cette déformation virtuelle engendrerait des forces qui ramèneraient le corps à sa position initiale. « Le théorème des travaux virtuels ». Pour autant, comme on le montrera, cette modélisation n'est pas sans rapport au





réel. Elle trouve dans les crises monétaires définie comme défaillance de la représentation sociale de la valeur une application.

Que se passe-t-il donc lorsqu'on a retranché la monnaie de l'économie marchande ? Le rapport de chacun au groupe se trouve évidemment profondément perturbé puisque la valeur qui constitue le sens même du rapport marchand se voit privée de représentation socialement légitimée. Aussi, chaque producteur-échangiste se trouve contraint de former sa propre représentation de la valeur, « une représentation privée » pourrait-on dire. Chacun est conduit à faire des conjectures quant à l'objet ou quant au signe susceptible de représenter la valeur. Chacun cherche à découvrir, pour les acquérir, les biens ou signes susceptibles d'être acceptés par autrui en échange de leurs marchandises, c'est-à-dire ceux qui sont le plus massivement reconnues par autrui comme exprimant la valeur. C'est pour chaque agent un impératif absolu parce que ce sont ces biens qui ouvrent l'accès le plus large à la circulation des marchandises, accès qui conditionne l'existence de chacun dans un monde où l'autarcie est impossible ou presque. C'est ce que nous dit déjà Adam Smith dans *La richesse des nations* :

« tout homme prudent, après le premier établissement de la division du travail, a dû naturellement s'efforcer de gérer ses affaires de façon à avoir par devers lui [...] une quantité d'une certaine denrée ou d'une autre, susceptible d'après lui d'être acceptée par pratiquement tout le monde en échange du produit de son industrie » (p. 25-26).





Pour avoir une intuition de ce qui se passe, il n'est que de considérer ces situations de crise durant lesquelles, pour une raison ou une autre, comme dans le cas du « *coralito* » argentin en décembre 2001, les sujets économiques se trouvent privés soudainement de leurs moyens de paiement habituels. La réaction à une telle situation est immédiate et violente : on assiste à une ruée vers les substituts monétaires, à savoir la recherche des signes acceptés par le plus grand nombre, en général des devises. Il s'agit de découvrir sous quelle forme la valeur abstraite se fait désormais reconnaître au sein du groupe. Cette interrogation est pour chacun d'une urgence absolue car, faute de déterminer cette forme, l'individu se retrouve avec une valeur qui reste privée et ne lui permet pas d'avoir accès aux biens nécessaires à sa survie et à sa production. Il se peut, dans certaines configurations, que ces substituts soient eux-mêmes des marchandises, mais c'est toujours en tant qu'elles font l'objet d'une acceptation généralisée qu'elles sont désirées, et non en tant que valeurs d'usage spécifiques. Pour désigner ces objets, je propose de parler de « richesses », ou de « biens-richesses ». On aurait pu également utiliser le terme de « monnaies privées ».

Ainsi, notre situation sans monnaie n'est pas une situation de troc mais une configuration où coexiste un certain nombre de représentations concurrentes de la valeur qui fractionne la circulation des marchandises et fournisse autant de systèmes de compte. Dire qu'il y a fractionnement, c'est dire qu'il existe une pluralité d'unités de compte notées A , B , etc., sans lien stable entre eux. Le taux de conversion entre ces unités est absolument flexible, laissé au libre jeu des rapports de force entre





sous-groupes marchands. On est passé d'une institution unique du nombre marchand à une multiplicité de nombres marchands ambigus. Comment ce fractionnement monétaire évolue-t-il ?

Rappelons que chaque sociétaire recherche, autant qu'il peut l'anticiper, ce qu'on a appelé les « richesses » ou les « biens-richesses », c'est-à-dire les biens susceptibles d'être acceptés par le plus grand nombre. En conséquence, chercher la richesse, c'est chercher ce que le plus grand nombre considère comme étant la richesse. Cette définition autoréférentielle de la richesse (« est richesse, ce qui est considéré par le plus grand nombre comme richesse ») débouche sur une logique de rivalité mimétique entre les divers biens-richesse. En effet, adhérer à une certaine conception [A] de la richesse est d'autant plus intéressant pour un individu que cette conception fait l'objet d'un accord plus vaste : plus étendu est l'accord, plus large est l'espace de circulation du bien-richesse considéré et plus nombreuses et diversifiées sont les marchandises que sa détention permet d'acquérir. Autrement dit, les droits exprimés en cette richesse ont un espace de validité plus considérable. Il s'ensuit un classique phénomène de rendements croissants : chacun recherche la référence la plus usitée pour s'y conformer. C'est ainsi que la puissance de la multitude se fait sentir. Il est dans l'intérêt de chacun de modifier sa conception de la richesse au profit de celle qui obtient de plus larges suffrages car, de cette façon, on accroît sensiblement sa capacité à transacter, condition première de la puissance marchande. Cette logique qui oblige à se conformer à l'opinion majoritaire peut être dite mimétique. On démontre alors que, sous certaines conditions très





générales, ce processus mimétique converge vers une situation où les acteurs se retrouvent unanimes pour désigner un même bien ou signe comme représentant la richesse. C'est ce qu'on appelle la « polarisation mimétique » (Aglietta et Orléan, 2002, p. 85). Ou encore le phénomène d'**élection**. [Sur simple demande, je peux vous présenter le modèle sous-jacent qui est très simple].

Ce résultat de convergence unanime est pour nous essentiel puisqu'il livre l'intelligibilité du fait monétaire, à savoir l'accord du corps marchand dans son entier pour faire de tel objet ou tel signe l'expression légitime de la valeur marchande. Nous avons alors obtenu ce que nous recherchions au départ : une théorie de l'accord unanime qui produit la monnaie. Soulignons que défendre de telles thèses ne conduit pas nécessairement à rejeter toutes les analyses monétaires proposées par les partisans de la conception instrumentale de la monnaie. Loin s'en faut. En effet, une monnaie qui fait l'objet d'une confiance sans faille de la part de tous les acteurs économiques, se comporte *de facto* comme un simple instrument des échanges qu'il est alors possible de saisir au travers de ses trois fonctions cardinales : unité de compte, moyen de réserve et moyen de circulation. La théorie monétaire économique traditionnelle retrouve ici ses droits, une fois la confiance monétaire produite. En retour, ce que nous espérons pouvoir apporter à cette pensée, c'est la mise en avant du fait que la gestion monétaire n'est pas infiniment élastique. Pour que la monnaie conserve ses fonctions, il importe au premier chef que l'adhésion dont elle est l'objet se perpétue. Or, cela n'a rien d'évident car l'unification de l'espace marchand autour d'une même norme monétaire centrale ne peut manquer de léser divers





intérêts privés et, en conséquence, nourrir une intense conflictualité latente. Voilà, à nos yeux, un point qu'il ne faut pas négliger. Il y a crise monétaire dès lors que cette conflictualité s'exprime au grand jour et que l'unité de l'espace monétaire se trouve remise en cause. Autrement dit, dès lors que certains agents ont recours, dans leurs échanges, à des « monnaies partielles privées », que ce soit en tant qu'unité de compte, qu'objet de thésaurisation ou que moyen de circulation. Je ne développe pas.

Illustrons par deux épisodes.

[J'ajoute ici une analyse consacrée à ce que j'appelle le « rapport de captation », à savoir ce rapport spécifique qui lie la souveraineté politique à la monnaie. Cette partie n'a pas été présentée à l'oral faute de temps :

Souveraineté politique et souveraineté monétaire

Ce modèle d'émergence monétaire se complexifie lorsqu'on y introduit les rapports politiques. Pour le voir, il n'est que de remarquer qu'au niveau international, le fractionnement domine. Il n'y a pas d'unité monétaire. On y observe une pluralité stable de monnaies nationales. Certes la monnaie hégémonique montre une tendance à accroître son espace de validité et à empiéter sur les monnaies nationales, mais cette tendance trouve dans les souverainetés nationales un obstacle efficace. Si l'on se situe maintenant dans le cadre d'une économie nationale et qu'on y introduit les jeux politiques, le





modèle précédent de concurrence mimétique entre monnaies partielles se trouve également modifié. Si chaque producteur-échangiste reste à la recherche d'une référence partagée lui permettant de stabiliser son rapport aux autres échangistes, les intérêts des uns et des autres ne sont pas nécessairement convergents lorsqu'il s'agit de déterminer une même norme monétaire commune. C'est là un fait essentiel. Il en est ainsi car l'accès à la liquidité centrale est un des éléments clef de la puissance marchande. Celui qui en bénéficie possède une capacité d'initiative qui est un atout essentiel dans les luttes concurrentielles. Il s'ensuit que la règle monétaire est l'enjeu d'intenses luttes politiques, chacun cherchant à faire valoir la monnaie la plus propre à soutenir ses intérêts. Qu'on pense, à titre d'illustration, à la pression des producteurs d'argent aux USA en faveur du bimétallisme. Comme on le note, la formation de coalitions politiques affecte le processus de convergence. Aussi, l'État apparaît-il comme un élément central dans l'adoption d'une monnaie nationale de deux manières, d'une part, par sa capacité à faire taire les coalitions politiques et, d'autre part, par sa capacité à influencer positivement sur le processus de convergence mimétique des opinions.

Il ne faudrait pourtant pas déduire de ces analyses l'idée selon laquelle la monnaie serait un instrument servile aux mains de l'État ou même qu'il serait dans le pouvoir de l'État de faire valoir l'instrument monétaire de son choix. *A contrario*, notre analyse a bien souligné qu'aux fondements de la monnaie moderne, se trouve la quête de référence des acteurs marchands privés, c'est-à-dire leur recherche d'un médium capable de stabiliser leurs relations au groupe en leur offrant les moyens d'une autonomie élargie. Si la monnaie choisie ou gérée par





L'État ne répond pas à ce besoin, alors les acteurs marchands chercheront à contourner cette « mauvaise » monnaie, voire à produire une monnaie adéquate à leurs intérêts. Pour désigner ce rapport complexe entre l'État et la monnaie, qui ne se réduit ni à la domination, ni à l'indépendance, j'ai proposé le terme de « rapport de captation ». En effet, au terme de notre analyse, il apparaît que le besoin de monnaie est une donnée constitutive de la structure marchande, donnée que l'État tente de « capter » à son profit, conformément à ses intérêts, mais sans jamais pouvoir en faire un pur outil. L'idée de captation rend bien compte de l'extériorité relative de l'État par rapport au rapport monétaire. L'image ici mobilisée est celle d'une puissance sociale indépendante, à savoir le désir de monnaie, que l'État cherche à orienter au mieux de ses visées stratégiques, mais sans en dominer le principe. De la même manière que l'homme dresse des barrages pour exploiter l'énergie hydraulique, mais sans jamais maîtriser l'existence de cette énergie hydraulique. Pourtant cette dernière image reste trompeuse en ce qu'elle pousse trop loin l'indépendance de l'État et de la monnaie. Elle minore l'importance du rôle actif qui est celui de l'État pour faire advenir l'unification monétaire. En tant que l'État est porteur d'un projet d'unification politique et qu'il en a les moyens, il joue un rôle qui peut être déterminant pour conduire le processus monétaire jusqu'à sa réussite, en particulier en tant qu'il possède la légitimité permettant d'affronter les puissants antagonismes d'intérêt politique que la définition de la monnaie ne peut manquer de faire naître. Par ailleurs, pour ajouter encore à la complexité du rapport de captation, il ne faut pas perdre de vue que l'État lui-même trouve, dans ce processus de constitution de la monnaie, de nouvelles ressources, symboliques,





politiques et économiques, grâce auxquelles sa souveraineté est affermie. Bien que conceptuellement il faille absolument distinguer les processus de légitimation politique et de légitimation monétaire, historiquement ils se trouvent toujours étroitement imbriqués. En résumé, l'Etat peut s'avérer un acteur indispensable pour constituer l'unanimité monétaire en se montrant seul capable de neutraliser les oppositions violentes que la détermination d'une norme monétaire commune ne peut manquer de produire, mais sans que cette action puisse, pour autant, s'identifier à une instrumentalisation pure et simple de la monnaie, conformément aux intérêts de l'État. C'est ce modèle complexe que nous avons résumé sous le terme de « rapport de captation », signifiant ni indépendance, ni domination.]

Les miracles monétaires

Les deux épisodes que nous nous proposons d'étudier sont l'introduction du Rentenmark en Allemagne le 15 novembre 1923 et l'arrivée au pouvoir en France de Poincaré le 23 juillet 1926. Ces deux épisodes partagent un certain nombre de traits communs. D'une part, ils interviennent alors que les deux pays connaissent de sérieuses difficultés monétaires, même si, à l'évidence, les difficultés allemandes sont d'une intensité bien plus grande. La défiance à l'égard de la monnaie nationale dans les deux pays a pour expression centrale le recours de plus en plus large, de la part des acteurs privés, aux devises étrangères. C'est vrai de la fonction d'unité de compte, que ce soit par le jeu de l'indexation ou par le fait de proposer des prix libellés directement en monnaies





étrangères. C'est vrai de la fonction de réserve de valeur, chaque acteur économique cherchant à convertir ses encaisses liquides et nourrissant de ce fait une spéculation effrénée contre la monnaie nationale sur le marché des changes. C'est même vrai de la fonction de circulation puisque, dans certains cas, la monnaie nationale n'est même plus acceptée dans les transactions. On observe surtout ce dernier phénomène en Allemagne où, à l'été 1923, il fait craindre un dramatique blocus des villes du fait du refus des paysans à accepter le mark en échange de leurs produits agricoles. Ce qu'il faut souligner est que cette défiance à l'égard de la représentation sociale de la valeur est un problème en soi qui produit de graves dysfonctionnements économiques, quelle que soit par ailleurs la situation macroéconomique. Ce fait est intéressant parce qu'il illustre le caractère cardinal de la fonction de compte. Aussi je m'y arrête un instant.

C'est clair pour ce qui est du budget public dont une partie des déficits a pour origine l'instabilité monétaire. S'il est vrai que le déficit budgétaire est en partie à l'origine des difficultés monétaires, ces difficultés monétaires nourrissent en retour le déficit. Le cas allemand est emblématique de ce fait en raison des extravagants niveaux d'inflation qu'on y observe. Pensons, en premier lieu, à la définition des différentes tranches d'imposition comme à celle des divers seuils d'exemption. En période hyperinflationniste, il est nécessaire de continuellement les modifier. Il s'ensuit une succession incessante de lois et d'amendements qui crée une grande confusion et des difficultés d'application croissantes. Mais, le point central porte sur le fait qu'en raison du temps nécessaire au calcul et à la collecte de l'impôt, le rendement de l'impôt connaît





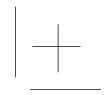
une chute d'autant plus grande que l'inflation est élevée et que ce temps nécessaire est grand. Il s'en est suivi, dans le cas allemand, « a complete atrophy of the fiscal system » (Bresciani-Turroni, 74). Ainsi, dans les derniers dix jours du mois d'octobre 1923, qui est le point culminant de l'hyperinflation, seulement 0.8% des dépenses furent couvertes par les recettes ordinaires ! On retrouve cette même difficulté pour les tarifs des services publics. Ce n'est seulement qu'à partir du 20 août 1923 que les chemins de fer allemands abandonnèrent le système d'augmentation progressive du prix des billets pour adopter le système du multiplicateur. « Mais comme un multiplicateur reste valable pendant quelques jours, il ne peut qu'être beaucoup en retard derrière la dépréciation du mark. Les tarifs fixés en or et payables en mark papier au taux du jour précédent ne furent introduits que le 1er novembre 1923 »² (Bresciani-Turroni, 72).

Mais, plus que la crise elle-même, ce qui justifie à nos yeux le rapprochement de ces deux conjonctures est l'extrême soudaineté avec laquelle le retour à la stabilité monétaire s'est imposé, en Allemagne comme en France. Alors que la dépréciation du mark a atteint des niveaux vertigineux début novembre³, la monnaie allemande se

² « But since a given multiplier always remained in force for a certain number of days, it was reduced by lagging much behind the rise in the dollar. Railway fares fixed in gold and payable in paper marks at the rate of the previous day were only introduced on November 1st, 1923 ».

³ Dornbusch mesure l'augmentation des prix moyenne par jour en novembre à 20.9% !





stabilise brutalement le 20 novembre au taux de 4200 milliards de marks pour un dollar et demeure constante à partir de cette date. Pour le franc, la situation est tout aussi étonnante même si les ordres de grandeur sont différents. Alors que la livre sterling, depuis quatre mois, est passée de 135 francs à 243 francs et que l'inflation de prix de gros progresse à un rythme annuel de 350% (Mouré, 33), le processus s'arrête soudainement le jeudi 22 juillet 1926 quand est annoncé que « Poincaré a accepté de former un ministère » (Moreau, 38). La livre sterling retombe le 26 juillet sous la barre des 200 francs à 196,50 francs, soit une baisse de 20% en trois jours. Par ailleurs, dès août 1926, les prix de gros diminuent et se stabilisent (Blancheton, 432). Si, dans les deux cas, les analystes et les opinions publiques ont retenu le terme de « miracle », ce n'est pas seulement en raison de la soudaineté de la stabilisation mais surtout parce que cette stabilisation s'opère alors qu'aucune mesure n'est prise qui pourrait expliquer le nouveau climat. En France, le retournement des anticipations précède l'annonce de tout programme⁴. Il se fait sur le seul nom de Poincaré. La restauration de la confiance est instantanée. Le cas allemand est peut-être encore plus étonnant. En effet, le retournement trouve sa source dans l'émission, le 15 novembre 1923, d'une nouvelle monnaie, nommée « rentenmark », qui obtint immédiatement la faveur du public. Or, il est difficile de comprendre cette faveur. En tout cas, le fait de pouvoir

⁴ La déclaration d'investiture du nouveau gouvernement est lue devant le parlement le 27 juillet 1927 et provoque une légère baisse du franc (Blancheton, 387).





convertir les rentenmarks en titres de rente (*rentenbriefe*) libellés en marks-or et procurant un intérêt de 5% ne fournit pas l'explication recherchée. Pour diverses raisons techniques sur lesquels je passe. Notons simplement que, dans la situation de crise budgétaire du gouvernement allemand, s'il y avait eu conversion généralisée des rentenmarks, le paiement des intérêts serait devenu rapidement problématique. C'est d'ailleurs un fait que les porteurs des nouveaux billets n'ont pas usé de la faculté de conversion. Ils ont eu confiance dans la nouvelle monnaie malgré son absence de couverture crédible. Ce qui a fait dire à divers observateurs que c'était là le premier exemple d'une pure *fiat* monnaie.

En résumé, dans les deux épisodes, le retournement ne trouve pas sa source dans les mesures de politique économique. Il s'agit d'un pur mouvement d'adhésion collective, de croyance de tout le groupe, conforme à notre modèle d'émergence. Ceci explique à la fois sa brutalité et son caractère « miraculeux ». Sa réussite tient pour partie au rôle que jouent certains symboles forts, aptes à réunir la population autour de la nouvelle norme monétaire. Dans le cas français, c'est le nom même de Poincaré qui est central mais aussi sa capacité à former un cabinet d'Union nationale restreint, propre à frapper les esprits. Le cas allemand est plus complexe. Il tient à la nature même de la Rentenbank qui réunit toutes les classes possédantes : agriculteurs, industriels, commerçants et banquiers. La nouvelle monnaie est symboliquement gagée sur la richesse allemande, sur le capital allemand. En effet, les titres de rente qu'on peut obtenir en échange sont eux-mêmes gagés sur une hypothèque tirée sur 4% de la richesse allemande totale. On peut citer Luther le





ministre des finances de l'époque déclarant : « La solidarité des classes productives, qui s'exprime dans l'acte de fondation de la Rentenbank, est la meilleure garantie de la confiance qu'inspirera l'instrument de paiement émis par le nouvel institut » (Baumgartner, 35). On ne peut être plus clair. Par-delà ce rôle des symboles, il est un dernier élément qui explique l'unification du corps social. Cet autre élément, c'est la crise elle-même qui, par son ampleur, a créé l'attente collective d'une nouvelle monnaie. Il est devenu apparent à tous qu'il fallait une nouvelle institution monétaire pour s'en sortir, que c'était là la seule issue. Cet accord du groupe, c'est bien la crise elle-même qui a fini par l'engendrer. Mais encore fallait-il que cette demande trouve une offre face à elle ? Le rôle de l'État est ici crucial par sa capacité à proposer une alternative monétaire. L'État ne crée pas de lui-même l'attente collective mais il intervient en fournissant à celle-ci de quoi la réaliser. Cela est apparent dans les deux cas.

En guise de conclusion à propos des miracles monétaires, soulignons que le succès à long terme de la stabilisation Poincaré comme celui du rentenmark ne peuvent bien évidemment pas s'interpréter uniquement comme des faits de confiance. Ces succès ont dépendu fortement des choix de politique économique qui ont été faits par la suite. D'ailleurs, à divers moments, des difficultés ont surgi qui auraient pu conduire à une nouvelle crise. Cependant il apparaît que la constitution d'une représentation légitime de la valeur marchande sous la forme d'une norme monétaire s'imposait comme un préalable indispensable à tout retour à la stabilité. C'est ce point qu'il s'agissait de souligner.





Conclusion (Non rédigée)

Pour revenir à la discussion d'hier matin entre Jean-Pierre Dupuy et Vincent Descombes, notons d'abord que, dans ce modèle, il y a bien quelque chose qui émerge : une monnaie, l'adhésion collective, la confiance collective en une monnaie.

Avant j'étais très radical sur ce point, d'où l'usage du terme de « biens-richeesse » au lieu, par exemple, de « monnaies privées » pour bien insister sur le saut qualitatif entre l'avant et l'après. Avant : pas de monnaie, mais des biens-richeesse ; après : une monnaie.

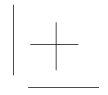
Aujourd'hui, grâce à la lecture de Vincent Descombes, je suis plus prudent. Ainsi, je ne parle plus d'état de nature pour éviter des confusions. D'autre part, dans le modèle présenté, sinon le sens de la monnaie, au moins l'idée d'une représentation sociale de la valeur, est supposée déjà présente dans la tête des gens. C'est ce qui motive leur quête. Le sens préexiste à l'émergence.

Pourrait-il en être autrement ? Les agents découvrant soudainement que de la monnaie a été créée : « Tiens mais c'est de la monnaie ». C'est douteux mais ouvert à la discussion.

Enfin, il y a aussi la question de la normativité : élection-exclusion versus affect commun.

Dans une première version de ce modèle, je pensais que l'unanimité ne suffisait pas à elle seule, qu'il fallait autre chose pour la rendre légitime. Il fallait une voix qui rende publique l'unanimité, ce que Michel Aglietta et moi appelions « l'exclusion ». Par l'exclusion, on sort d'une unanimité contingente, empirique, transitoire, pour





produire un fait institué. Aujourd’hui, ce point me paraît moins évident. Dans un texte écrit en collaboration avec Frédéric Lordon, nous défendons l’idée d’affect commun comme ce par quoi la normativité se donne à voir socialement.

